

FICHE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS POUR LES PLU, PLUi et CARTES COMMUNALES

I. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée	Type de document	Territoire concerné
Révision du Plan d'Occupation des Sols et élaboration du Plan Local d'Urbanisme	Plan Local d'Urbanisme (PLU)	Commune de Château-Bernard (38)

En cas d'élaboration ou de révision de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	Débat du PADD réalisé le 5 septembre 2017
Date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Arrêt prévu début en décembre 2017

II. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Mme PUISSAT Frédérique, Maire de la Commune de Château-Bernard
Courriel	mairie.chateaubernard@orange.fr

III. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la commune concernée	Commune de Château-Bernard (38)
Nombre d'habitants concernés (dernier recensement général)	283 habitants (INSEE 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	1000 habitants
Superficie du territoire	18,3 km ²

3.2. Quels sont les objectifs de la procédure ? <i>Annexe : délibération engageant la procédure</i>
<p>Par délibération en date du 22 décembre 2015, le conseil municipal de Château-Bernard a prescrit la révision générale de son POS et l'élaboration du PLU</p> <p>La procédure répond à plusieurs objectifs</p> <p>1. Définir un véritable projet d'aménagement pour la décennie à venir et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforter la dynamique démographique pour soutenir les équipements et services communaux, notamment l'école et les commerces, et maintenir une vie de village en évitant de devenir une commune dortoir ; - Maintenir un équilibre intergénérationnel sur la commune pour renforcer la vie de village ; - Recentrer l'urbanisation autour de ses hameaux dans le respect des orientations du SCOT de la Région Urbaine Grenobloise ; - Garantir une urbanisation minimale dans les différents hameaux de la commune au regard de l'histoire communale, dans le respect de la loi montagne et des orientations du SCOT de la Région Urbaine Grenobloise ; - Limiter l'étalement urbain et l'éparpillement des constructions limitrophes en optimisant l'utilisation du foncier déjà existant (rénovation/réhabilitation et foncier non bâti), dans le respect des lois nationales et du SCOT de la Région Urbaine Grenobloise, afin notamment de préserver les terres agricoles ; - Maîtriser le développement urbain dans le respect des caractéristiques paysagères, environnementales et architecturales en favorisant notamment le changement de destination et la protection des bâtiments patrimoniaux ;

- Préserver la qualité paysagère de la commune;
 - Améliorer les liaisons douces entre les différents hameaux de la commune ;
 - Renforcer les capacités de stationnement sur les différents secteurs urbains de la commune et notamment au niveau du hameau de la Chapelle ;
- Renforcer les liens entre les différentes parties du territoire communal vers le bassin versant de la vallée de La Gresse pour permettre notamment sa découverte ;
- Préserver les terres agricoles sources d'activité économique en limitant la consommation de celle-ci ;
 - Développer l'activité touristique notamment par la mise en valeur du patrimoine naturel et la valorisation de chemins de découverte du patrimoine communal ;
 - Favoriser le développement des énergies renouvelables et les réseaux d'énergies ;
 - Favoriser le développement économique et la création d'emplois de proximité pour éviter que la commune soit exclusivement résidentielle ;
 - Valoriser les terrains communaux du Col de l'Arzelier dans une vocation économique et touristique dans le respect des orientations du SCOT de la Région Urbain Grenobloise ;
 - Protéger la trame bleue et la ressource en eau ;
 - Protéger les populations des risques naturels en les intégrant dans le PLU.
2. Rendre le document compatible avec les évolutions réglementaires (lois Grenelle ; ALUR...) ainsi qu'avec les documents supra-communaux (Plan Paysager du Trièves ; SRCE Rhône-Alpes, SCOT de la RUG...).

3.3. Quelles sont les grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu en Conseil Municipal ou par l'organe délibération de l'EPCI compétent en matière de PLU

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Château-Bernard s'articule autour de 2 axes :

1. Créer un véritable coeur de village
2. Préserver l'environnement montagnard de la commune

1. Créer un véritable coeur de village

Assurer le développement urbain futur autour des hameaux principaux

- > Accueillir environ 26 nouveaux logements d'ici 2029, en comptabilité avec les objectifs du SCOT
- > Poursuivre la diversification de l'offre en logements en accueillant environ 70% de logements individuels purs et 30% de logements ayant une autre forme (habitat groupé, habitat collectif)
- > Ouvrir à l'urbanisation environ 2,1 hectares pour les douze prochaines années
- > Concentrer le développement urbain futur sur les hameaux principaux

Conforter les services qui participent à la vie du territoire

- > Assurer le maintien des services et notamment des écoles
- > Maintenir les commerces existants et faciliter leur implantation notamment au col et dans le coeur du village.
- > Assurer la création de chemins piétons pour les déplacements courts

Maintenir et conforter l'activité touristique

- Poursuivre la diversification de l'offre touristique en développant des activités aux quatre saisons
- Développer une offre de lits touristiques qui soit adaptée à la demande d'aujourd'hui
- Aménager une aire de camping-car

2. Préserver l'environnement montagnard de la commune

Pérenniser l'activité agricole

- > Maintenir les espaces agricoles les plus favorables au développement de l'activité
- > Maintenir au maximum les limites naturelles du tissu urbanisé

Préserver le paysage emblématique de la commune

- > Maintenir l'alternance d'espaces ouverts entretenus par les activités agricoles et d'espaces «fermés» occupés par les boisements
- > Limiter les extensions des enveloppes bâties existantes
- > Promouvoir des formes urbaines qui s'intègrent à la morphologie du territoire
- > Préserver les cônes de vue sur le paysage alentour
- > Identifier et préserver certains éléments du patrimoine bâti telles que certaines granges, fermes ou encore les génoises typiques du Trièves
- > Permettre les changements de destination des granges les plus remarquables

Préserver la richesse écologique du territoire

- > Préserver et protéger les principaux réservoirs de biodiversité
- > Protéger les continuités écologiques

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU: si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur, et le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration.

La transformation du POS en PLU apporte 2 grandes évolutions :

- **des évolutions sur la forme du document graphique** : la nomenclature des zones est amenée à évoluer

Le POS identifié cinq grands types de zones :

- les zones U c'est-à-dire les zones urbaines,
- les zones NA c'est-à-dire les zones d'urbanisation future,
- les zones NB, des zones dans lesquelles peuvent être admises des constructions nouvelles sous certaines conditions,
- les zones NC, les zones dites agricoles,
- les zones ND, les zones dites naturelles.

Les zones urbaines sont des zones dans lesquelles les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions et éventuellement à l'intérieur de ces zones, la localisation des terrains cultivés à protéger et inconstructibles. Les zones urbaines comprennent ainsi :

- des zones UA, qui correspondent aux centres anciens du village et hameaux existants qui sont à préserver pour leur qualité architecturale. Ces zones sont réservées à l'habitat, aux commerces et aux activités non nuisantes.
- des zones UB, qui correspondent à des zones résidentielles d'habitation pouvant également accueillir des commerces, équipements publics ou d'intérêt général et des activités non nuisantes. Cette zone comprend les sous-secteurs UBa et UBb correspondant à des terrains ayant fait l'objet d'un plan d'ensemble, et un sous-secteur UBc soumis à certaines contraintes liées à la protection de captages.

Les zones d'urbanisation future, peuvent être urbanisées à l'occasion soit d'une modification du Plan d'Occupation des Sols, cela correspond aux zones NA, soit de la création d'une zone d'aménagement concerté ou de la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction compatibles avec un aménagement cohérent de la zone tel qu'il est défini par le règlement, cela correspond aux zones NAa.

Les zones NB, sont des zones desservies partiellement par des équipements qu'il n'est pas prévu de renforcer et dans lesquelles des constructions ont déjà été édifiées.

Les zones NC, sont des zones de richesses naturelles à protéger en raison notamment de la valeur agricole des terres ou de la richesse du sol ou du sous-sol. Les zones NC comprennent plusieurs sous secteurs. Les sous-secteurs NCa correspondent à des terrains destinés à la pratique des activités sportives et de loisirs d'hiver et d'été. Les sous-secteurs NCb correspondent à des terrains destinés à une exploitation de carrière. Les sous-secteurs NCc correspondant à des terrains dont la protection doit être assurée du fait de la présence d'un captage. Les sous-secteurs NCr correspondent à des terrains soumis à des risques naturels.

Les zones ND, sont des zones à protéger en raison, d'une part, de l'existence de risques ou de nuisances, d'autre part, de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique ou écologique. Les zones ND comprennent plusieurs sous-secteurs. Les sous-secteurs NDa peuvent accueillir des activités sportives ou de loisirs d'hiver ou d'été, des structures légères ou abris en bois de moins de 20 m² liées à ces activités. Les sous-secteurs NDpi, NDpr et NDpe correspondant respectivement aux périmètres de protection immédiats, rapprochés et éloignés des captages d'eau potable. Les sous-secteurs NDr sont soumis à des risques naturels.

Le PLU identifie quand à lui :

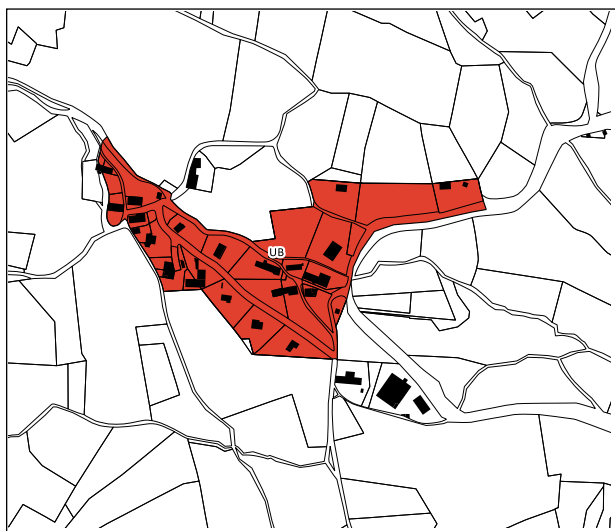
- une zone UA, qui correspond aux hameaux principaux de la commune (Les Combes, La Chapelle et Puy-Grimaud)
- une zone UT, qui correspond à la station touristique du Col de l'Arzelier
- des zones 1AU, qui correspondent à des espaces à caractère naturel situés à l'intérieur ou en continuité du tissu urbain constitué et destinés à être ouverts à l'urbanisation.
- une zone A qui correspond à une zone naturelle, équipée ou non, qu'il convient de protéger de l'urbanisation en raison

notamment de la valeur agricole des terres ou de la richesse du sol ou sous-sol. Cette zone doit permettre d'affirmer la vocation agricole des terres et de favoriser le développement de l'activité.

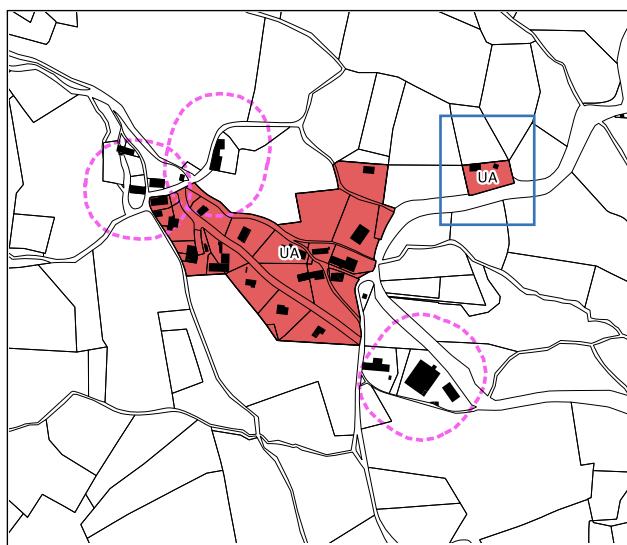
- La zone N qui correspond à une zone dite naturelle, équipée ou non, qu'il convient de protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt historique ou écologique ou de leur caractère d'espaces naturels. On retrouve dans cette zone plusieurs sous-secteurs : un sous secteur Nt, dédié aux équipements et aménagement nécessaires à la pratique des sports d'hiver au titre de l'article L151-38 du Code de l'Urbanisme, des sous secteur Npi, Npe et Npr qui correspondent à la protection des captages.

- **des évolutions sur le fond du document graphique** et notamment la répartition des surfaces des zones.

La zone UA correspond aux hameaux principaux de la commune : Les Combes, La Chapelle et Puy-Grimaud. Ces hameaux correspondent à des ensembles bâtis constitués et desservis par les réseaux. Dans le Plan d'Occupation des Sols, la zone UA correspondait uniquement au hameau de la Chapelle, identifié comme le centre ancien du village. Les hameaux des Combes et de Puy-Grimaud étaient classés en zone UB. s



*Zonage du Plan d'Occupation des Sols sur
le hameau des Combes*



*Zonage du Plan Local d'Urbanisme
sur le hameau des Combes
Zone UA*



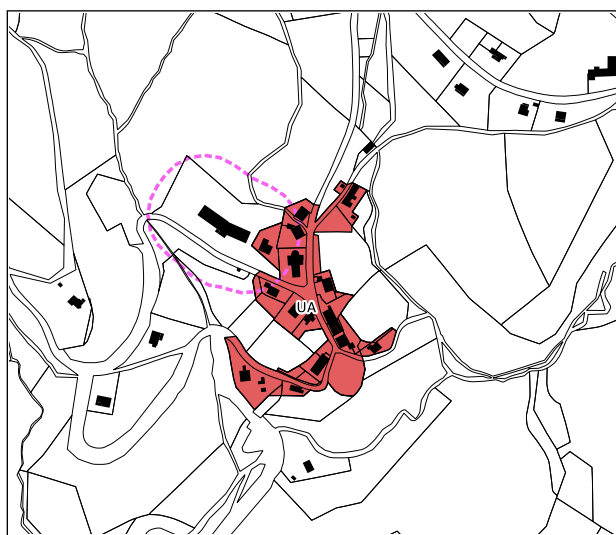
La zone UA du hameau des Combes se dessine autour de l'espace bâti constitué. La départementale D242 et le chemin de la Combe, marque la limite à cet espace bâti. Les bâtiments d'exploitation agricole ont bien été pris en compte dans le dessin de la zone et ont été classés en zone agricole.

La commune a souhaité inclure la parcelle identifiée en bleu ci-dessus à la zone UA. En effet, l'urbanisation de la parcelle située à gauche (zone 1AU) permettra de renforcer tout le hameau et de «raccrocher» cette construction à l'ensemble bâti des Combes.

Les constructions situées au Nord du Chemin de la Combe ont été déclassées de la zone UB du Plan d'Occupation des Sols et classées en zone agricole dans le Plan Local d'Urbanisme. En effet, comme développé précédemment, le chemin de la Combe marque une limite fixe à la zone urbaine du Plan Local d'Urbanisme. De plus, on retrouve dans cet espace un bâtiment à vocation agricole dont le périmètre de réciprocité impacte les constructions alentours.



*Zonage du Plan d'Occupation des
Sols au hameau de la Chapelle
Zone UA*

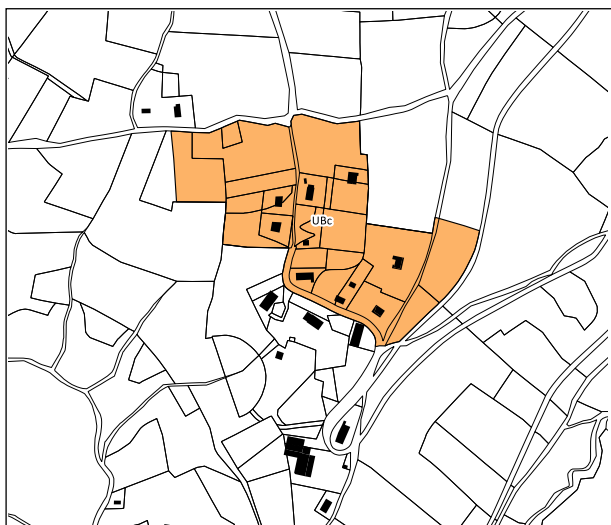


*Zonage du Plan Local d'Urbanisme
au hameau de la Chapelle
Zone UA*



La zone UA du hameau de la Chapelle se dessine autour de la route départementale 88. Elle entoure les équipements de la commune : Mairie, Ecole, Cimetière, ainsi que les constructions à usage d'habitation.





*Zonage du Plan d'Occupation des
Sols au hameau de Puy-Grimaud
Zone UBC*

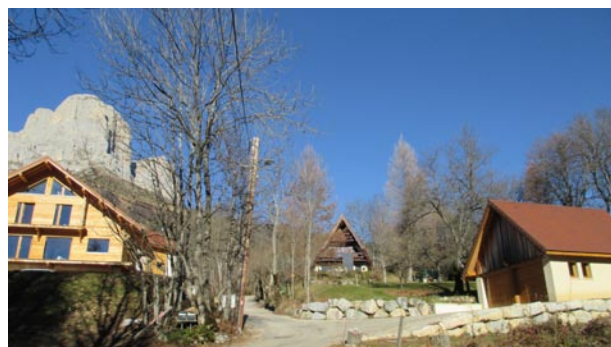


*Zonage du Plan Local d'Urbanisme
au hameau de Puy-Grimaud
Zone UA*

Le hameau de Puy-Grimaud est aujourd'hui considéré comme l'un des hameaux principaux de la commune. En effet, ce dernier regroupe 11 constructions.

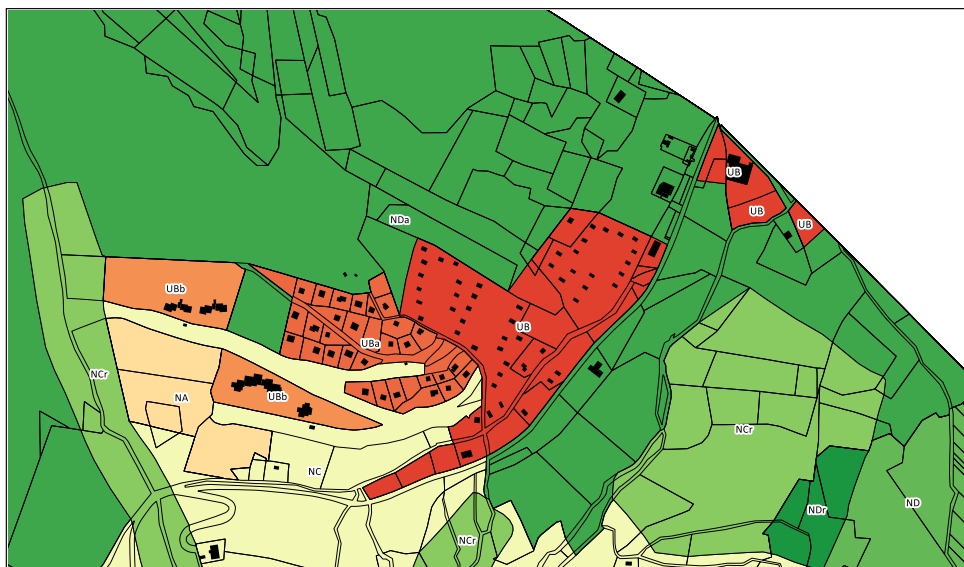


Contrairement au Plan d'Occupation des Sols, la zone UA du Plan Local d'Urbanisme prend en compte uniquement les parcelles bâties du hameau. Les parcelles identifiées en bleue ci-dessus ont également été intégrées à la zone UA du Plan Local d'Urbanisme, ce qui n'était pas le cas dans le Plan d'Occupation des Sols. En effet, pour la commune ces constructions à usage d'habitation font partie intégrante du hameau.

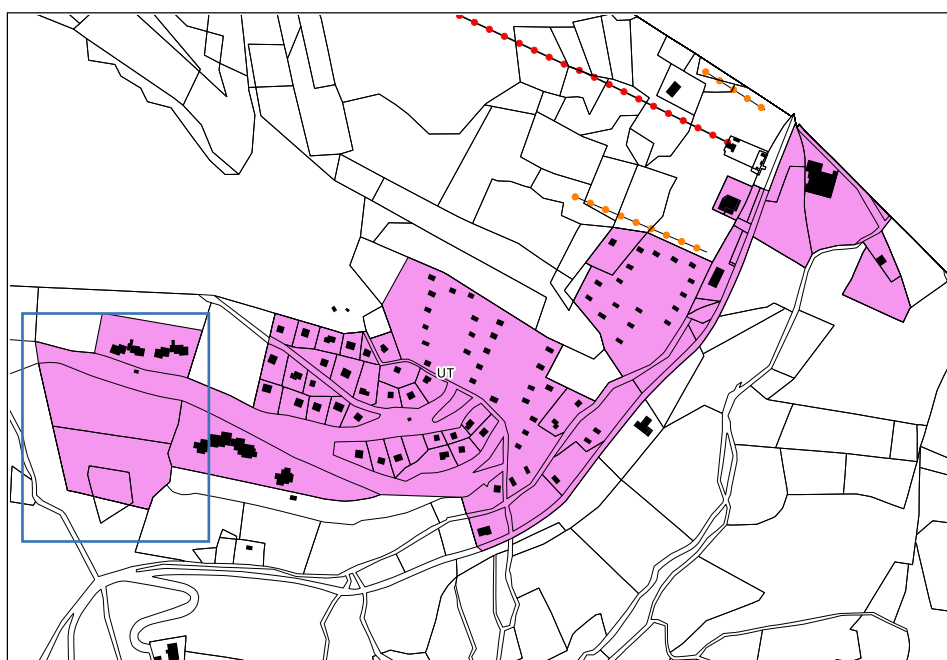


La zone UT correspond à la zone touristique du Col de l'Arzelier. Elle regroupe toutes les constructions à usage touristique (que cela soit du logement ou des locaux d'activités dédiés à la pratique du sport), qui sont desservis par les réseaux. Précédemment, cette zone étaient classées en UB, avec des indices a ou b (terrains correspondant à des terrains ayant fait l'objet d'un plan d'ensemble.)

Les parcelles identifiées en bleue ci-dessus sont de propriété communale. Intégrées à la zone UT, la commune pourra développer un projet de logements touristiques correspondant à la demande d'aujourd'hui, comme indiqué dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Dans le Plan d'Occupation des Sols, ces parcelles étaient identifiées en zone NA.



*Zonage du Plan
d'Occupation des Sols au Col
de l'Arzelier
Zones UB, UBa, UBb, NA*

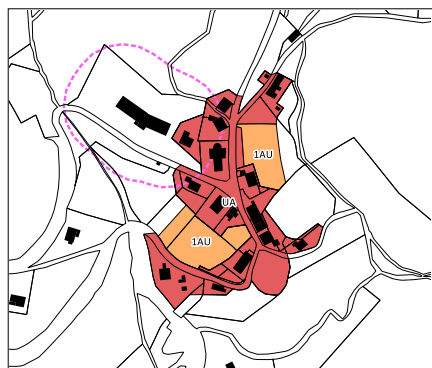


*Zonage du Plan Local
d'Urbanisme au Col de l'Arzelier
Zone UT*

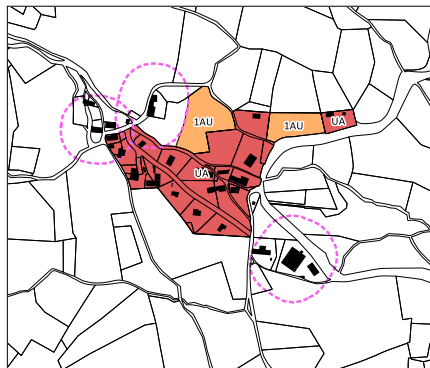


La zone 1AU correspond à des espaces à caractère naturel situés à l'intérieur du tissu urbain constitué et destiné à être ouverts à l'urbanisation. Ces zones ont pour vocation d'accueillir des constructions à usage d'habitation ainsi que des fonctions d'accompagnement compatibles avec la vocation résidentielle dominante.

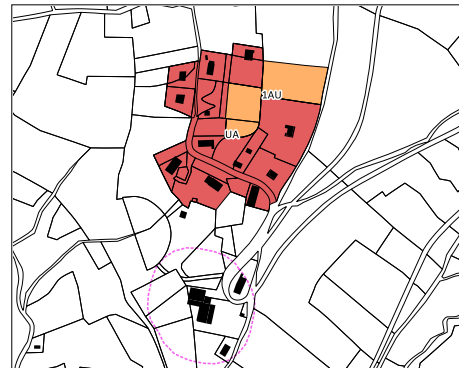
Afin d'assurer la construction de 26 logements la commune a identifié plusieurs secteurs, tous situés dans les hameaux principaux et en continuité de l'existant.



*Les zones à urbaniser - La Chapelle
5 000 m²*

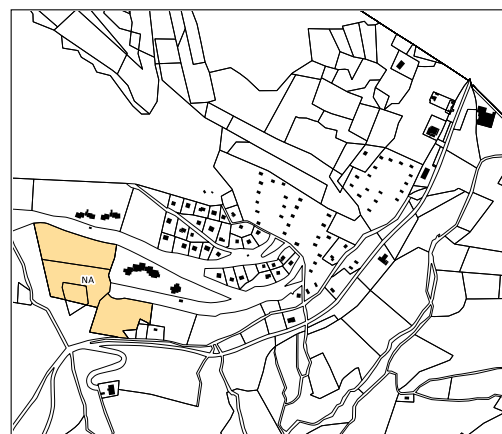


*Les zones à urbaniser - Les Combes
9 060 m²*

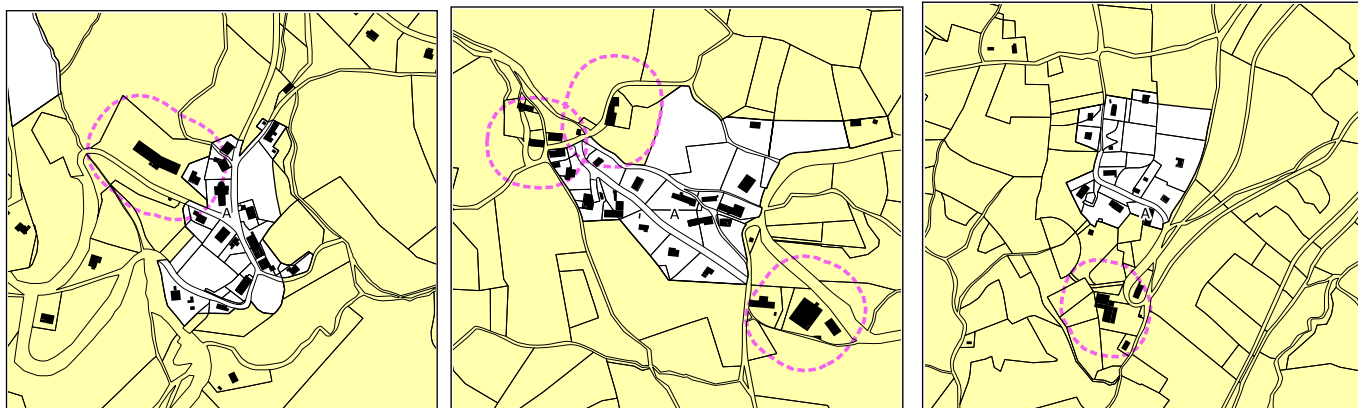


*Les zones à urbaniser - Puy-Grimaud
6 300 m²*

Suite à l'annulation de la modification du Plan d'Occupation des Sols le 1/02/2016, la commune ne disposait que d'une zone d'urbanisation future situées au col de l'Arzelier et représentant une superficie de 20 611 m².



La zone A correspond à une zone agricole, équipée ou non, qu'il convient de protéger de l'urbanisation afin de permettre au secteur agricole de se développer et de marquer la vocation agricoles des terrains. Ainsi, la zone A intègre la majeure partie des terres exploitées ainsi que les bâtiments agricoles de la commune.

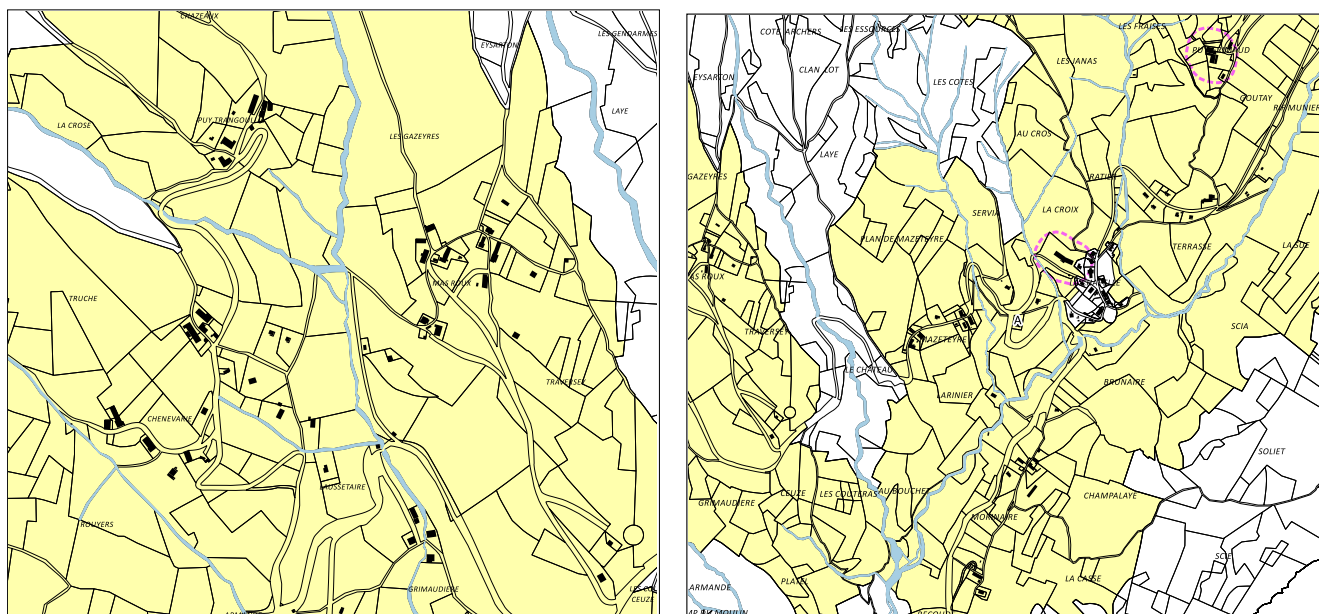


La prise en compte des bâtiments agricoles aux hameaux des Combes, de la Chapelle et de Puy-Grimaud



La zone A du Plan Local d'Urbanisme

La zone A comprend plusieurs constructions qui n'ont pas de vocation agricole. Cela correspond aux hameaux de Chenevarie, Mas Roux, Puy Trangoullia, Laussetaire, Mazeteyre, Morinaire. Ces hameaux ne sont pas de véritables ensembles bâtis constitués et ne sont pas desservis par les réseaux. Ils n'ont donc pas vocation à accueillir de nouvelles constructions. Cependant, comme indiqué dans le règlement, l'évolution des bâtiments d'habitation existants est possible (extensions et annexes).



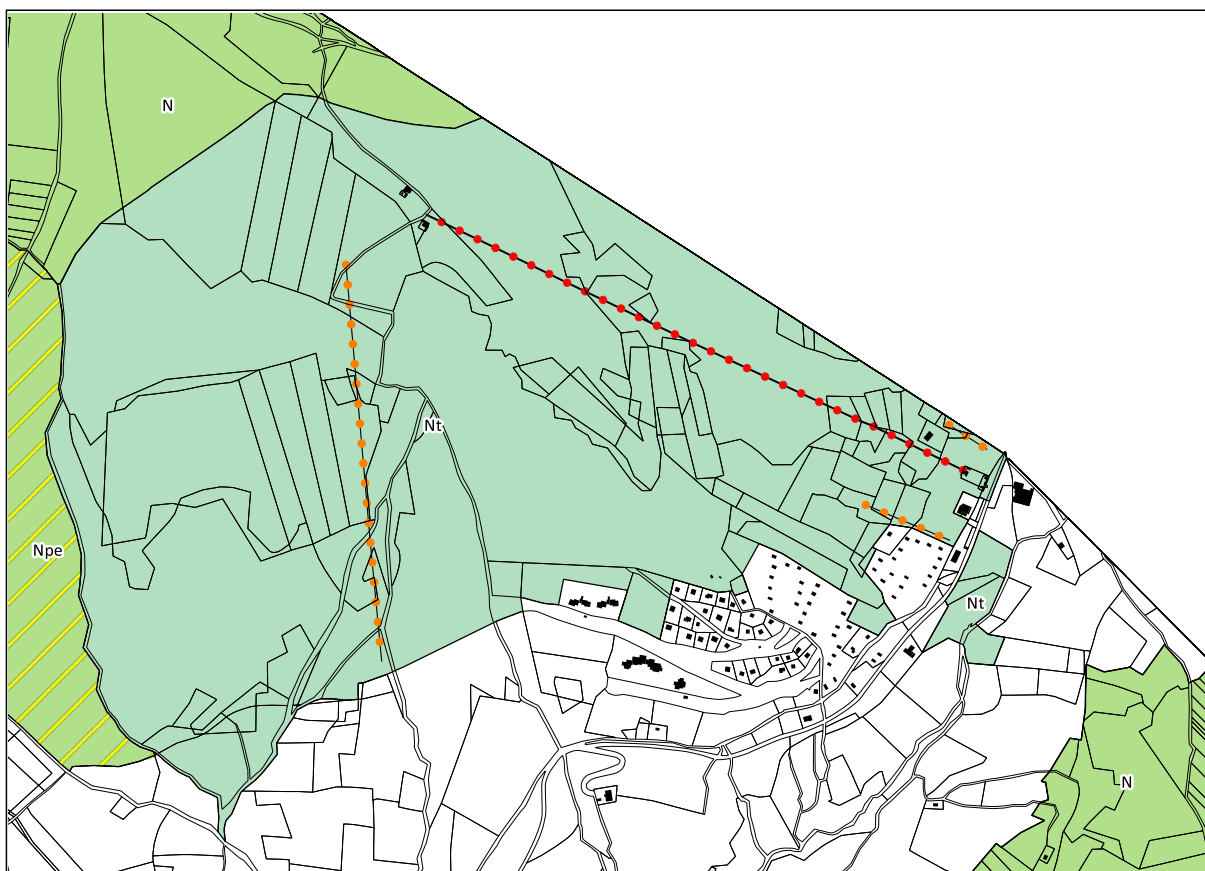
Les constructions non agricoles en zone A

La zone N est une zone naturelle, équipée ou non, qu'il convient de protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt historique, esthétique ou écologique ou de leur caractère d'espace naturel. La zone N correspond ainsi aux Rebords Est du Vercors et aux espaces boisés de la commune. Aucune construction n'est identifiée dans la zone N hormis quatre chalets d'alpage.



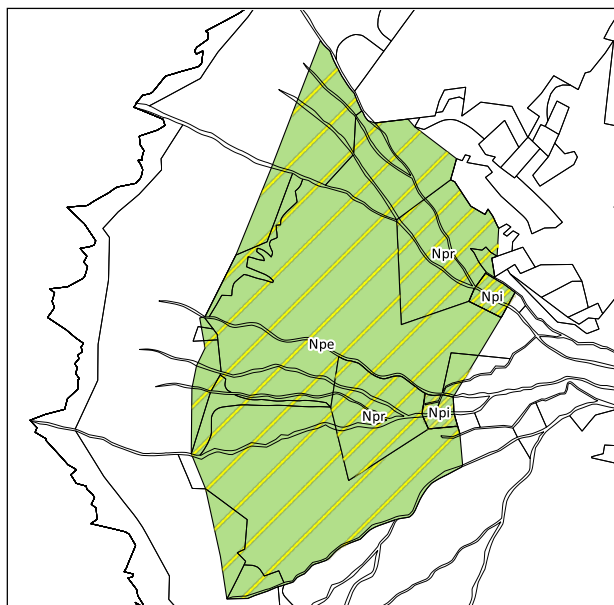
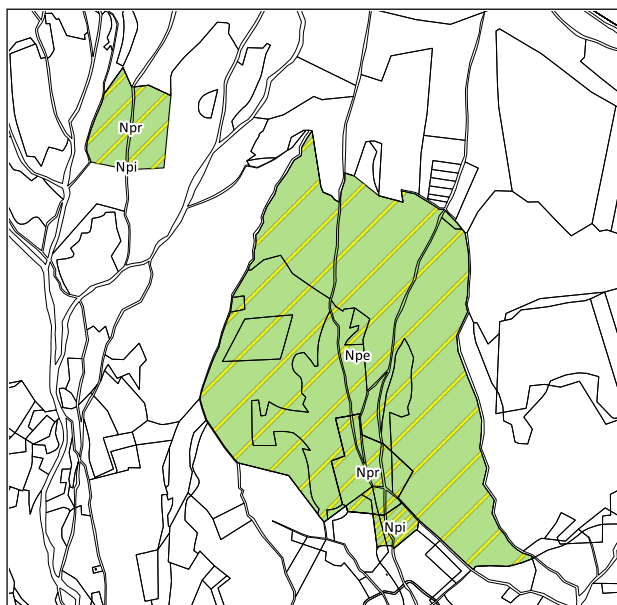
La zone N du Plan Local d'Urbanisme

La zone N comporte plusieurs secteurs et notamment un secteur Nt qui correspond à un espace dédié aux équipements et aménagements nécessaires à la pratique des sports d'hiver, au titre de l'article L 151-38 du Code de l'Urbanisme : «Le règlement peut [...] délimiter les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus.» Ainsi, la zone Nt couvre les remontées mécaniques de la station du Col de l'Arzelier ainsi que les pistes de ski.



La zone Nt du Plan Local d'Urbanisme

Enfin la zone N comporte trois secteurs liés aux périmètres de captages de la commune : le secteur Npi lié au périmètre de protection immédiat, le secteur Npr lié au périmètre de protection rapproché, le secteur Npe lié au périmètre éloigné.



Zonage POS	Superficie		Zonage PLU	Superficie
Zone UA	1,3 hectare		Zone UA	7,3 hectares
Zone UB	27 hectares		*	*
*	*		Zone UT	13,5 hectares
Total des zones urbaines	23,3 hectares		Total des zones urbaines	20,8 hectares
Zone NA	2 hectares		Zones 1AU	2 hectares
Total des zones à urbaniser	2 hectares		Total des zones à urbaniser	2 hectares
Zone NB	12,2 hectares		*	*
Zone NC	530,7 hectares		Zone A	534,7 hectares
Total des zones NB et NC	542,9 hectares		Total des zones agricoles	534,7 hectares
Zone ND	1 258 hectares		Zone N	1 075,6 hectares
*	*		Zone Nt	103 hectares
*	*		Zone Npe, Npi et Npr	94,4 hectares
Total des zones ND	1 258 hectares		Total des zones naturelles	1 273 hectares

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s)?
exemple : avis de la CDPENAF ; du Comité de massif ; Autorisation du SCOT... ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s)?

Le PLU de la commune de Château-Bernard fera l'objet d'une autre procédure et consultation réglementaire. Il sera soumis à l'avis de la CDNPS au titre de la loi Montagne.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par ...

Les dispositions de la Loi Montagne ?	Oui la commune de Château-Bernard est concernée par les dispositions de la Loi Montagne.
Les dispositions de la Loi Littoral ?	Non
une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
un SCOT ? si oui, lequel ? ce document a-t-il élaboré selon les dispositions de la loi Grenelle 2 ?	Oui. La commune de Château-Bernard est couverte par le SCOT de la Région Urbaine Grenobloise (RUG). Ce SCOT est exécutif depuis le 23 mars 2013. Il a été élaboré selon les dispositions de la Loi Grenelle 2 et comprend notamment une évaluation environnementale.
un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? si oui le(s)quel(s) ?	Oui, la commune de Château-Bernard est concernée par : - le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 - le SAGE Drac-Romanche

3.7. Si le document est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune est à ce jour caduc. La commune est donc soumise au RNU.

IV. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La modération de la consommation d'espaces passe par : - l'urbanisation prioritaire des dents creuses de l'enveloppe bâtie. - la diversification du parc de logements afin de promouvoir des formes urbaines moins consommatrices d'espaces. Le PLU a pour objectif d'ouvrir 2,1 hectares à l'urbanisation, conformément aux prescriptions du SCOT de la RUG (un besoin élaboré conformément à la méthodologie du SCOT) et de réaliser 70% de logements individuels et 30% d'autres formes d'habitat.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	La commune de Château-Bernard a connu une faible consommation foncière au cours de ces dix dernières années. D'après l'analyse des permis de construire sur la période 2006-2017, 4 logements ont été autorisés sur cette période, pour une superficie moyenne des terrains de 1 232 m ² (soit une densité de 8 logements/hectare et une consommation foncière totale de 4 928 m ²). Si le PLU consistera à consommer plus que les dix dernières années (rappel : ouverture de 2,1 hectares pour accueillir 26 logements neufs), le besoin foncier se veut modéré. En effet, pour les douze prochaines années, la superficie moyenne des terrains s'élève à 816 m ² .

<p>Sur quelles perspectives de développement (démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?</p>	<p><u>Développement démographique</u></p> <p>La croissance démographique a été définie conformément aux prescriptions du SCOT de la RUG à savoir un rythme de 5,5 logements/an et pour 1000 habitants. La commune de Château-Bernard comptant 300 habitants, un besoin de 1,65 logements neufs par an a été défini.</p> <p>Pour les communes comme Château-Bernard pour lesquelles une valeur maximale de production de logements à ne pas dépasser est fixée, il doit être décompté, le cas échéant, de la production globale sur 12 ans, l'excédent de production constaté par rapport à l'objectif du SCOT sur la période précédant l'approbation du PLU. A l'inverse, si la commune a construit moins de logements sur cette période, elle peut ajouter le différentiel à son objectif de production, c'est le cas de la commune de Château-Bernard. Entre mars 2013 (date d'approbation du SCOT) et juillet 2017, la commune de Château-Bernard a accordé un permis de construire en 2013 sur la hameau de Puy-Grimaud (parcelle B763). Au regard du rythme de production de la commune depuis 2013, il apparaît que les objectifs de production de logements du PLU peuvent être majorés de 6 logements, soit 26 logements sur les 12 prochaines années.</p> <p>En plus des objectifs de construction de logements, le SCOT édicte des objectifs de diversification des formes bâties : 70% d'habitat individuel isolé et 30% d'autres formes d'habitat.</p> <p>Les objectifs de réduction de la consommation foncière pour le Trièves passent par la mise en place d'une superficie moyenne maximale de 700 m² pour l'habitat individuel et 350 m² pour les autres formes d'habitat. L'enveloppe urbanisable à mettre à disposition dans le document d'urbanisme doit tendre vers 1,5 hectare.</p> <p>Le SCOT indique que la quantité d'espace à mobiliser pour satisfaire les besoins en logements à 12 ans doit être augmentée de 50% pour répondre aux besoins des autres activités urbaines et d'une certaine fluidité du marché, soit 2,3 hectares.</p> <p>A cela, il faut soustraire les parties des unités foncières déjà bâties, au-delà d'une surface de 3 000 m² et réellement constructible. Comme nous avons pu le voir dans l'étude foncière, une parcelle a été identifiée à Puy-Grimaud d'une superficie de 4 822 m².</p> <p>La commune doit donc ouvrir à l'urbanisation environ 2,1 hectares.</p> <p><u>Développement économique</u></p> <p>La commune de Château-Bernard ne possède pas de zones d'activités sur son territoire. Le SCOT n'ayant pas identifié la commune comme lieu préférentiel du développement économique, aucun développement économique conséquent ne peut être affiché dans le PADD et inscrit dans le futur plan de zonage.</p> <p>Cependant, le SCOT indique que la quantité d'espace à mobiliser pour satisfaire les besoins à 12 ans doit être augmentée de 50% pour répondre aux besoins des autres activités urbaines et d'une certaine fluidité du marché.</p>
	<p><u>Développement touristique</u></p> <p>Le PLU a pour but de maintenir et conforter l'activité touristique en développant une offre de lits touristiques qui soit adaptée à la demande d'aujourd'hui. Ainsi, la zone du Col de l'Arzelier a été classée en zone UT afin d'affirmer sa vocation touristique. Cette zone comprend deux parcelles communales qui pourraient accueillir de nouveaux logements touristiques, dans le but de pérenniser l'activité du Col de l'Arzelier et de répondre à la demande d'aujourd'hui. Ce secteur représente une superficie de 1,5 hectare.</p>

Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui/ non ?

Si oui :

Quel est approximativement la superficie consommée ?

Le PLU de la commune de Château-Bernard vise à ouvrir 2,1 hectares à l'urbanisation + 1,5 hectare dédié à l'activité touristique au Col de l'Arzelier.

Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (*densification, dents creuses, opérations de démolitions/reconstructions, friches, logements vacants...*) ont été préalablement examinées ?

Conformément à la réglementation en vigueur, une analyse des disponibilités foncières du document d'urbanisme actuel doit être réalisée. Il s'agit du potentiel de densification.

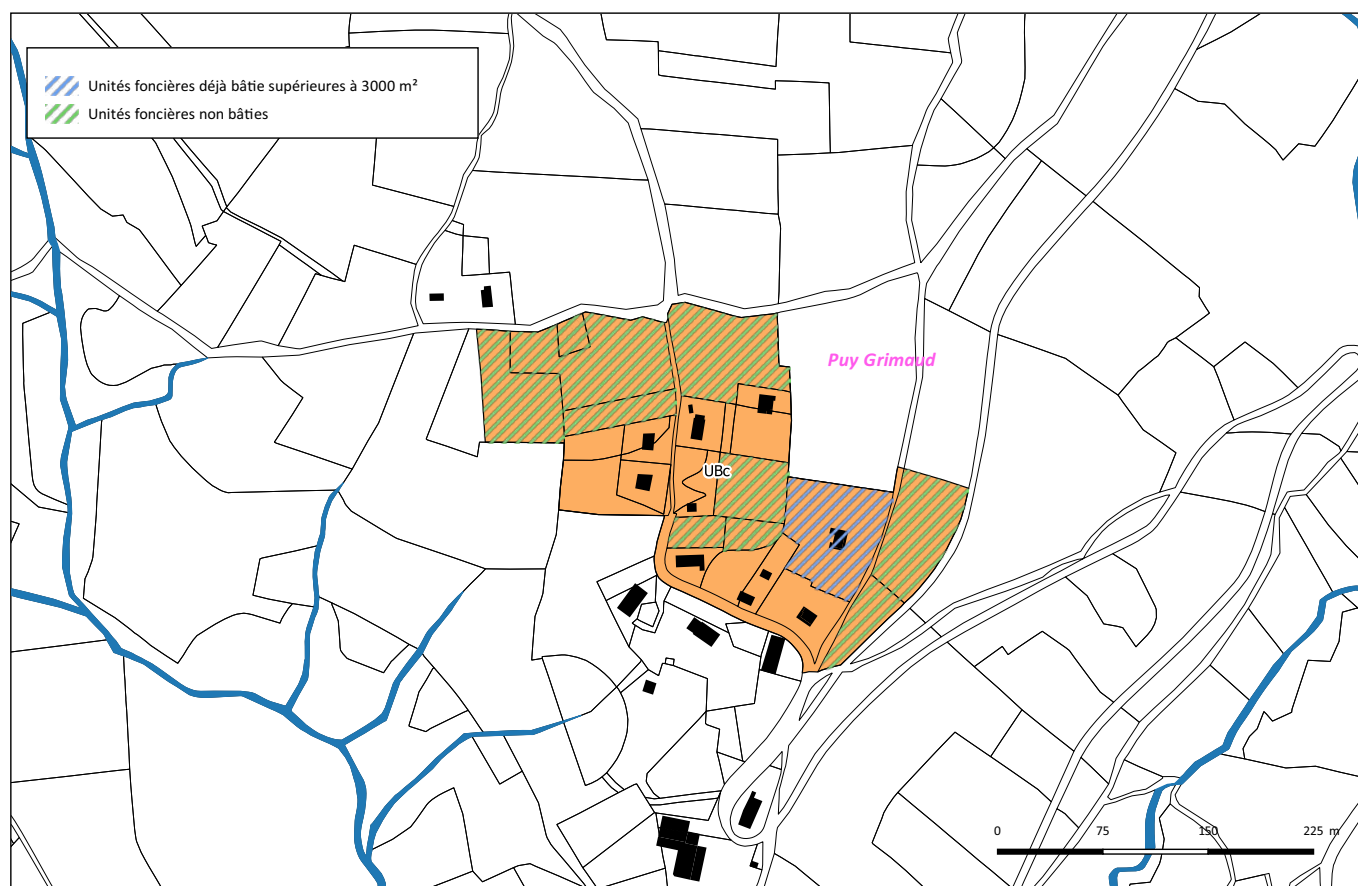
Méthodologie du SCOT de la RUG

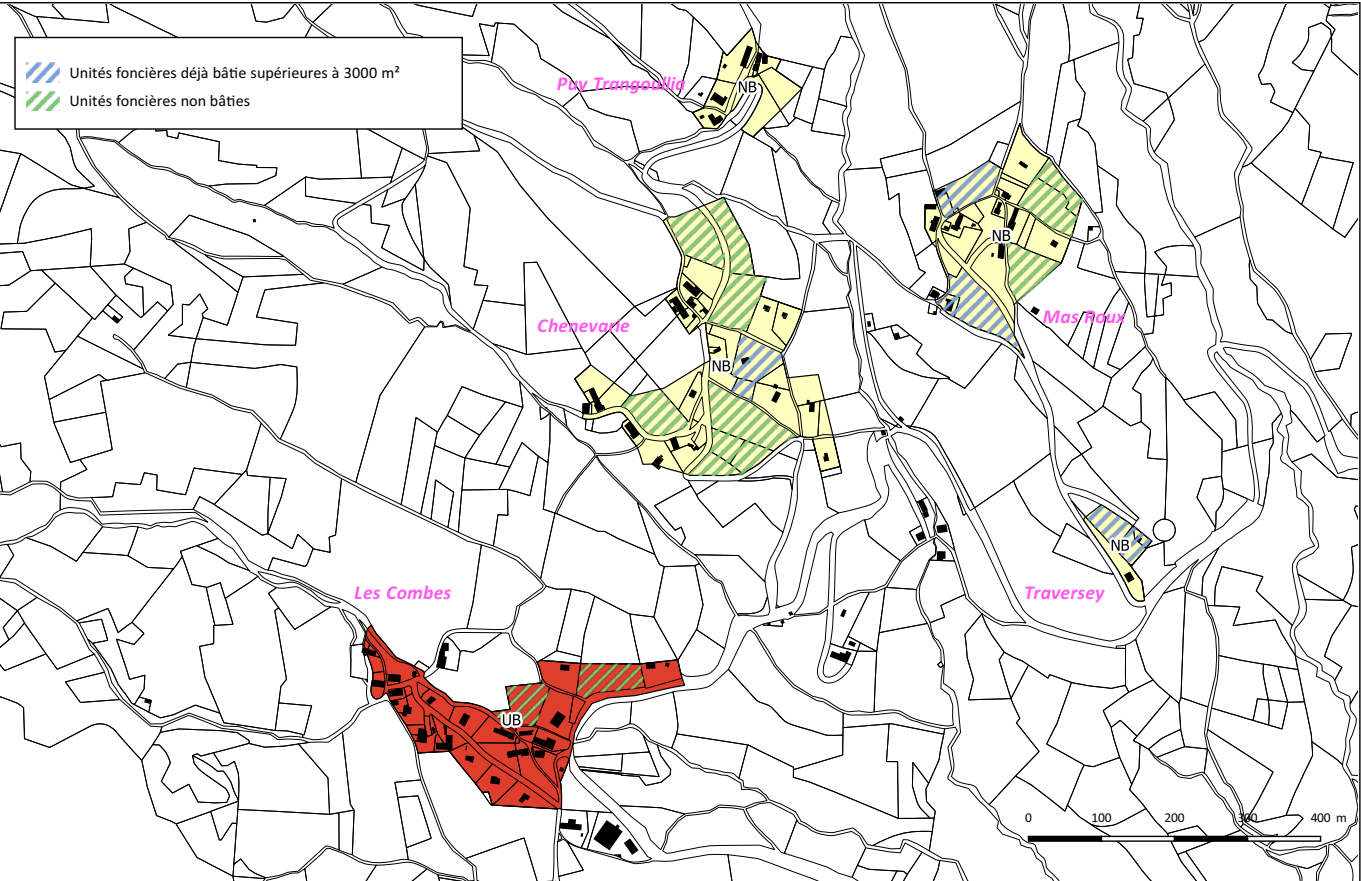
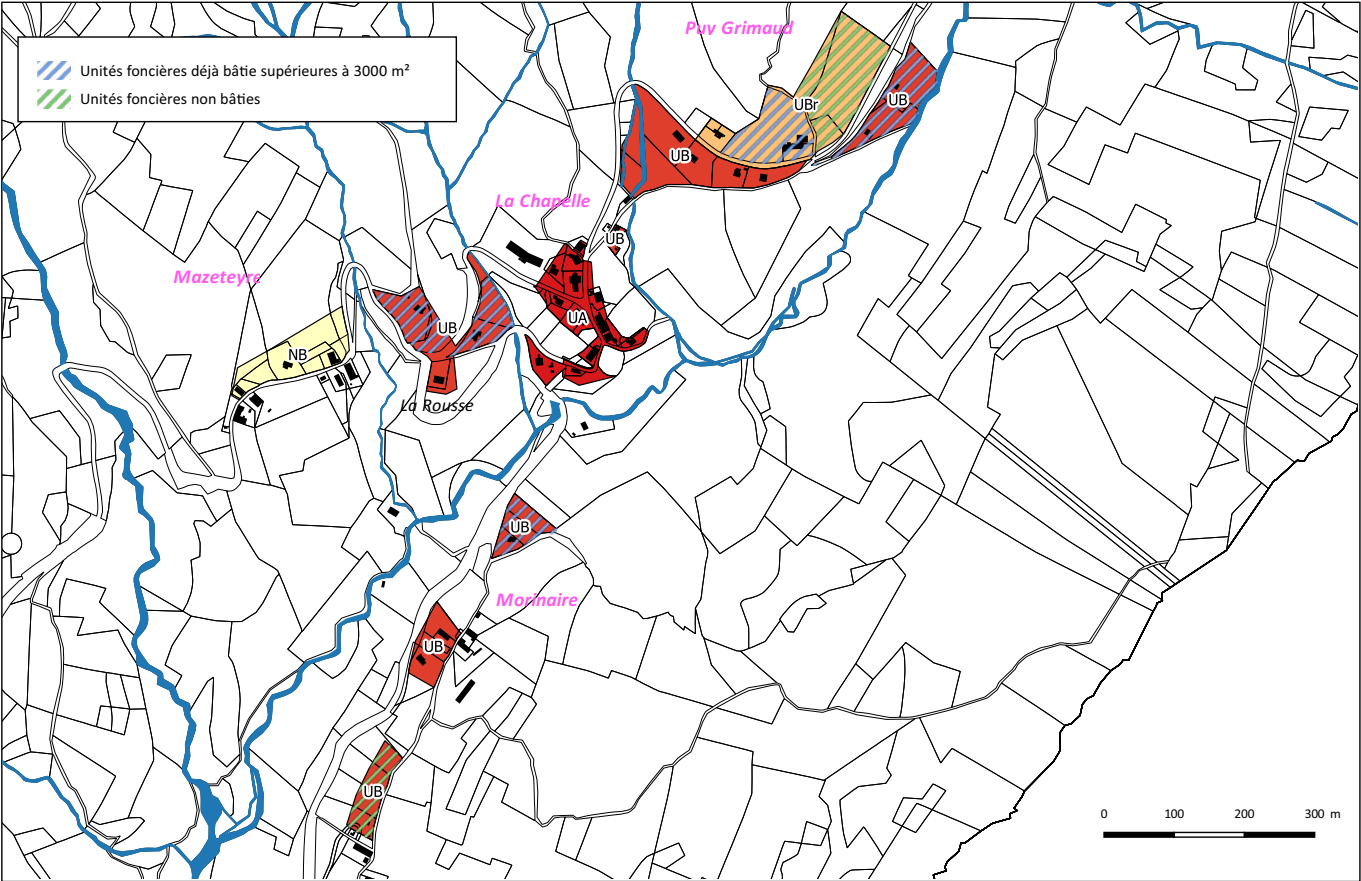
Pour s'assurer que les espaces ouverts à l'urbanisation par les documents d'urbanisme locaux soient en adéquation avec les besoins de développement des territoires et pour éviter la surconsommation des espaces agricoles et naturels, le SCOT de la Région Urbaine Grenobloise prévoit la mise en oeuvre d'une démarche permettant d'identifier le gisement foncier. Il est indiqué dans le Document d'Orientations Générales qu'il convient de prendre en compte dans l'estimation du gisement foncier :

- les unités foncières non bâties réellement constructibles. On entend par unité foncière un îlot d'un seul tenant composé d'une ou plusieurs parcelles appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.
- les parties des unités foncières déjà bâties, au-delà d'une surface de 3 000 m² et réellement constructibles.

Document de travail
Aucune valeur réglementaire

Analyse des disponibilités foncières sur le hameau de Puy Grimaud





Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (*densification, dents creuses, opérations de démolitions/reconstructions, friches, logements vacants...*) ont été préalablement examinées ?

Le SCOT de la RUG parle de parcelles «réellement constructibles». Dans le cas de Château-Bernard, il est essentiel de prendre en compte la loi Montagne.

La prise en compte de la loi Montagne

Le territoire de la collectivité étant situé en totalité en zone de Montagne, il est à ce titre concerné par la loi Montagne relative à la protection et à l'aménagement de la montagne, dite «loi Montagne». Par conséquent, pour qu'un terrain soit réellement constructible, celui-ci doit l'être avant tout au regard de la loi Montagne.

Cette loi énonce plusieurs principes fondateurs d'aménagement et de protection en zone de montagne, et notamment la réalisation de l'urbanisation en continuité. La jurisprudence a précisé les règles d'application de cette loi : un terrain est constructible s'il fait parti «d'un compartiment géographique» situé dans une zone tampon de 50 mètres autour de 4 habitations, situées elles-même à moins de 50 mètres les unes des autres. Aucun ruisseau, route, chemin ou haie ne doit traverser ce compartiment géographique.

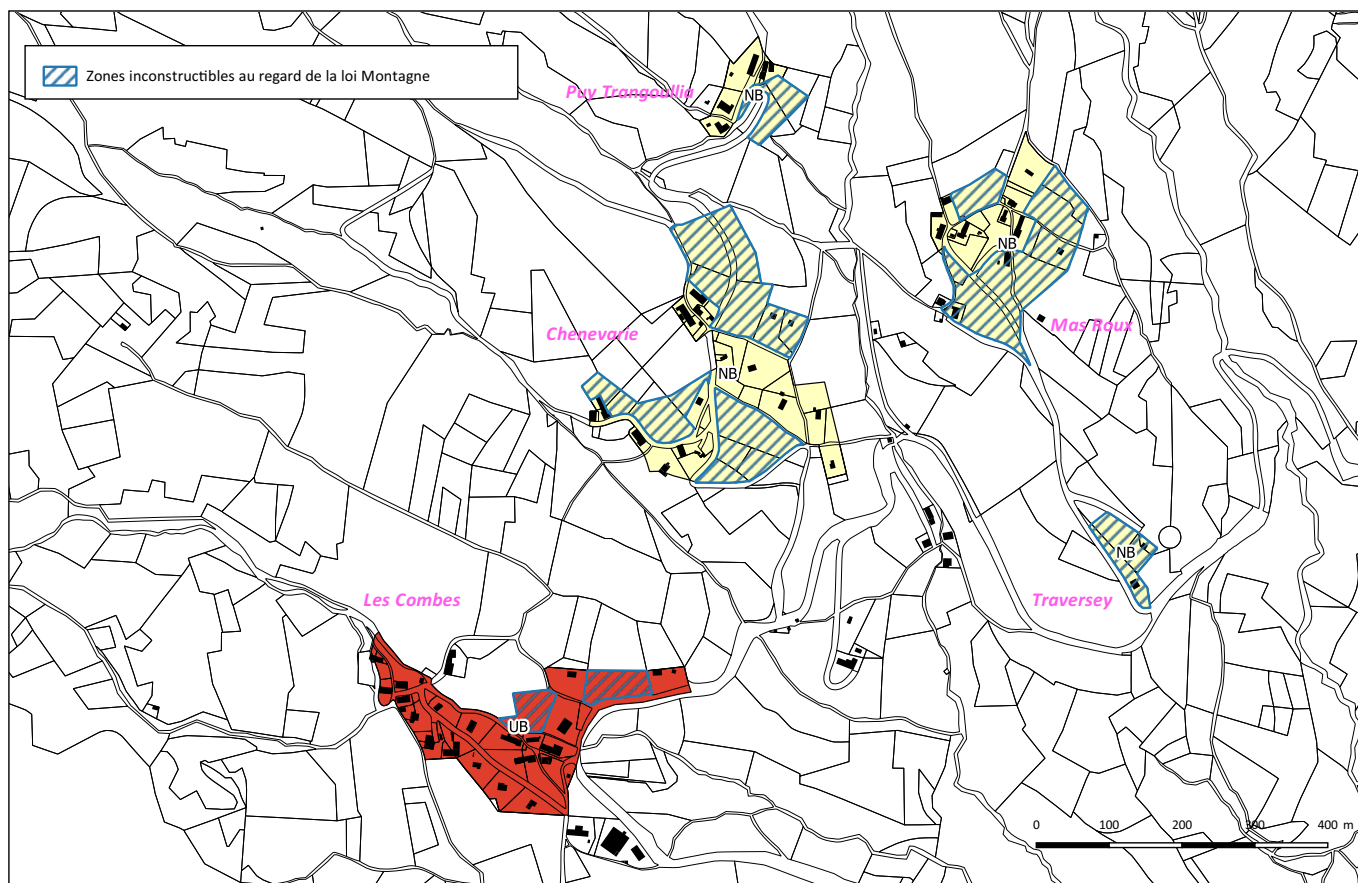
A ce jour, aucune parcelle n'est constructible sur la commune au regard de la loi Montagne sauf les parcelles B546 et B124 situées à Puy Grimaud.

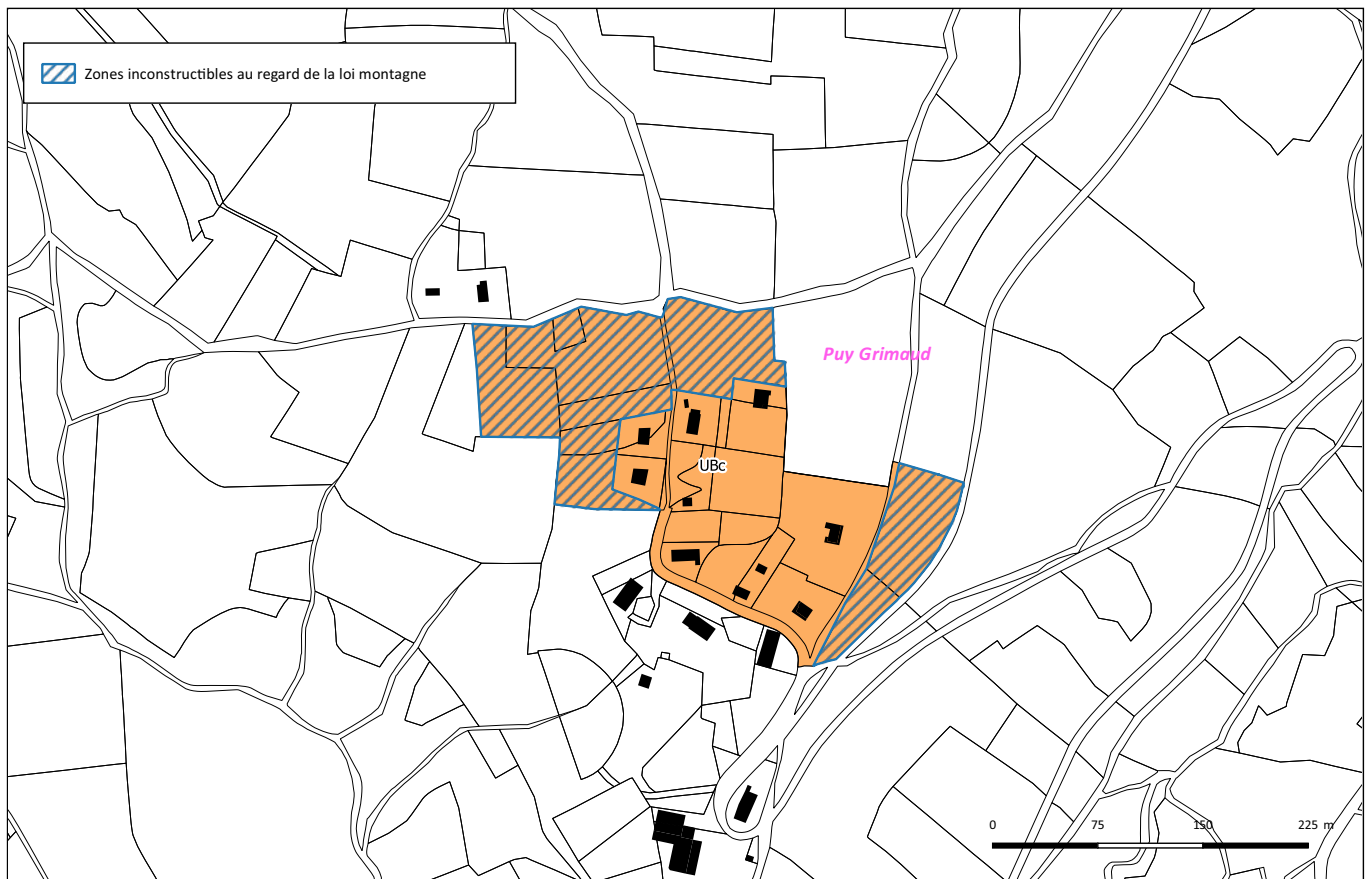
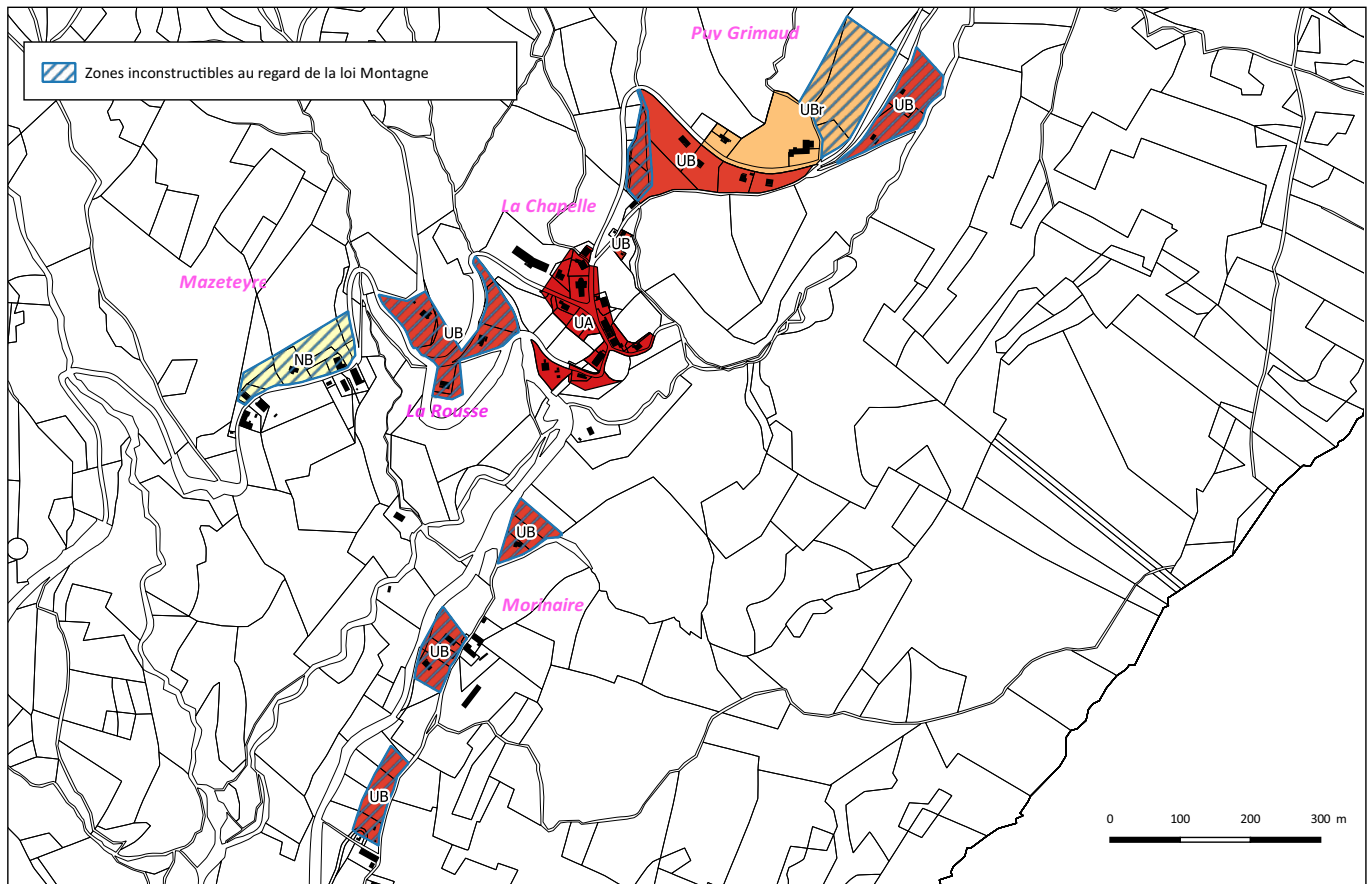
Au regard du SCOT, une unité foncière partiellement bâtie (B737) située à Puy Grimaud est supérieure à 3 000 m² (4 806 m²) et est constructible au regard de la loi Montagne.

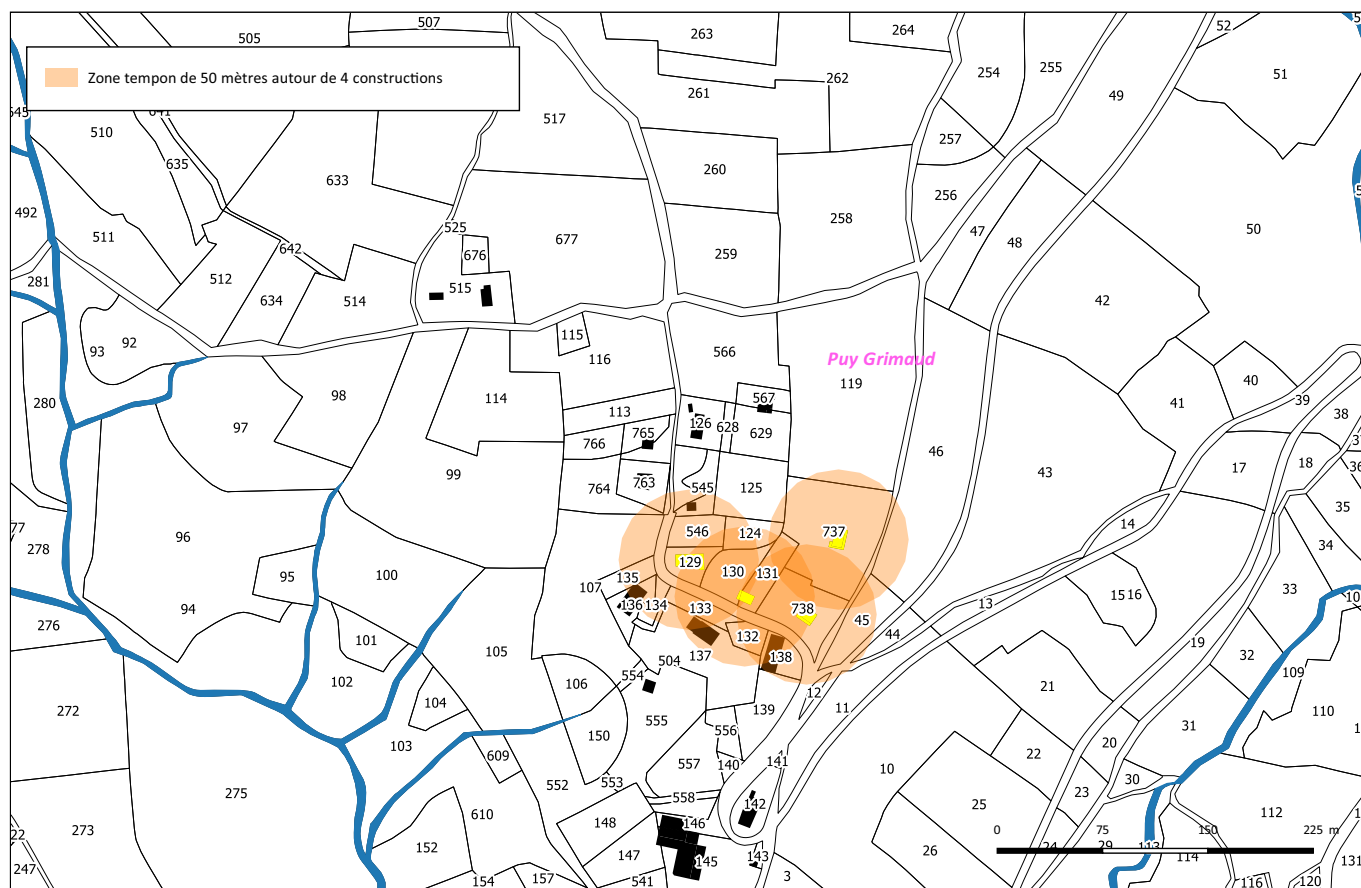
Ainsi, les possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant sont pratiquement inexistantes.

Document de travail
Aucune valeur réglementaire

Etude foncière sur les hameaux des Combes, de Chenevarie, de
Mas Roux et Puy Trangouilla







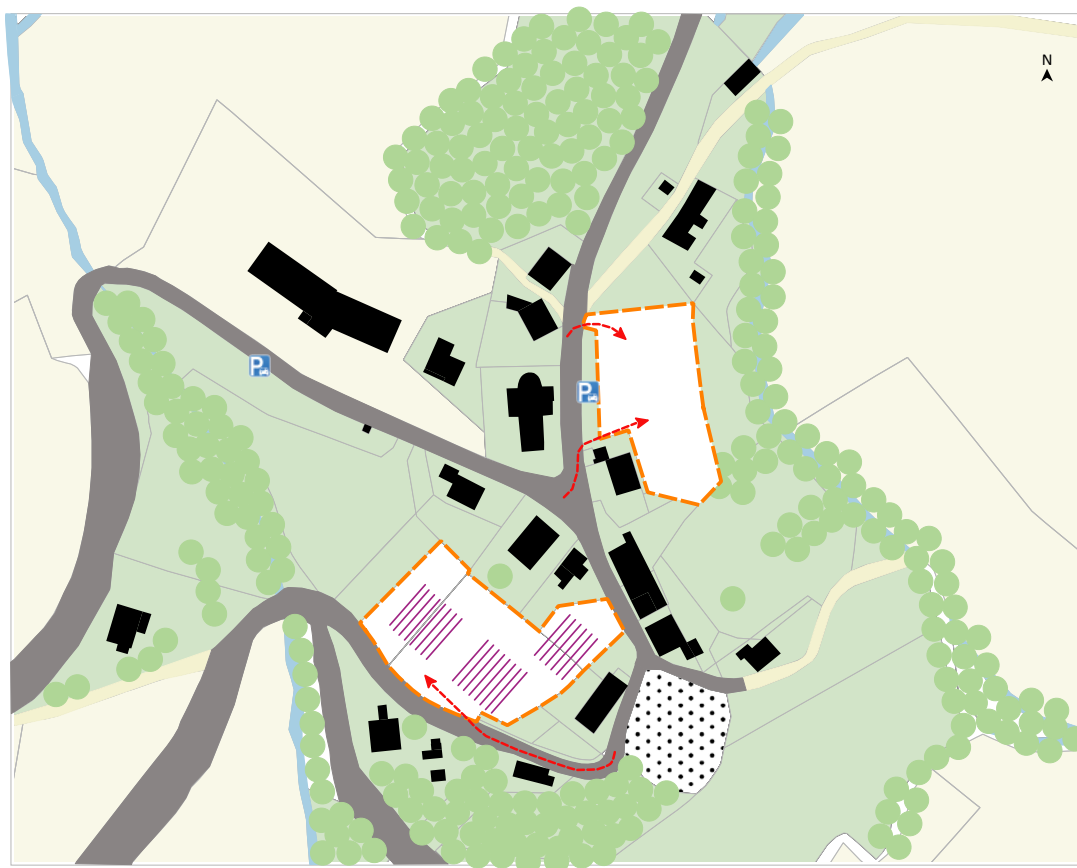
Expliquer, dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...)

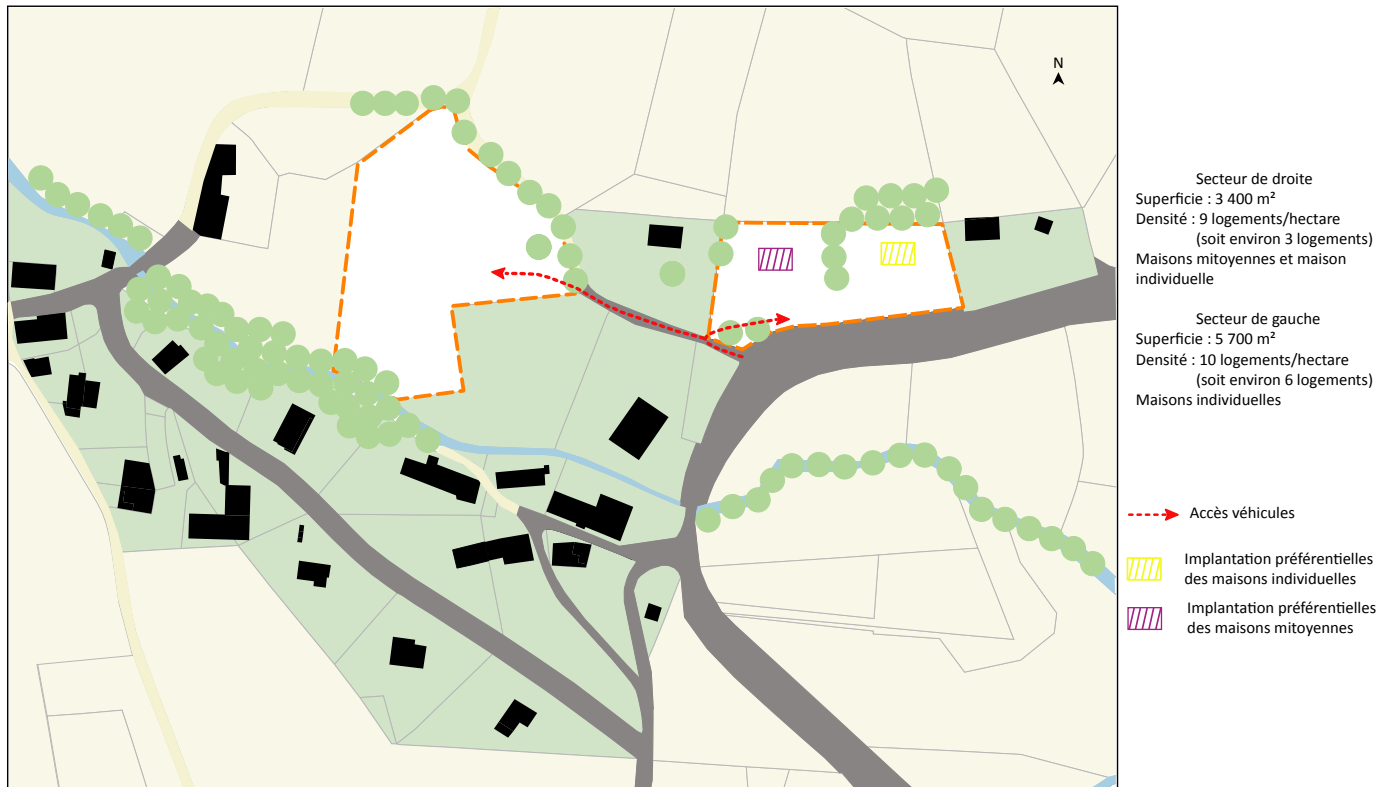
L'urbanisation de la commune de Château-Bernard pour les 12 prochaines années ne présentent pas d'impacts majeurs sur l'environnement.

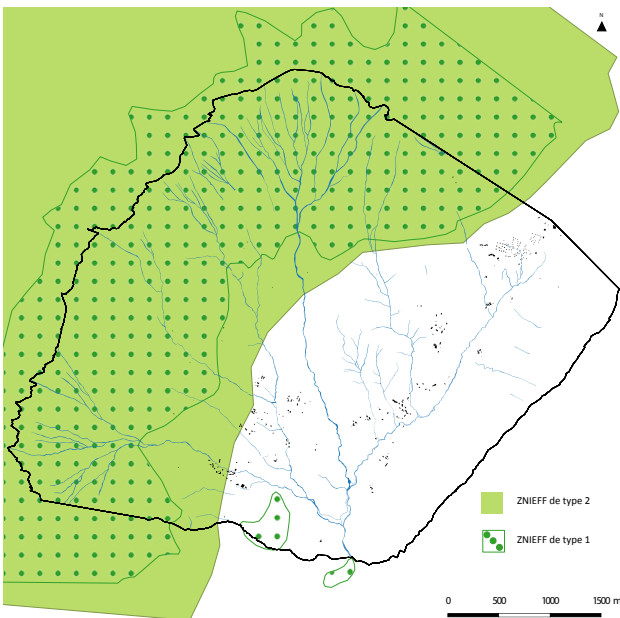
Sur les 2,1 hectares ouverts à l'urbanisation :

- 5 000 m² se situent dans le village, sur le hameau de la Chapelle et correspondent à des secteurs situés dans le bourg même. Leur urbanisation consiste à affirmer la centralité que constitue le hameau de la Chapelle.
- 6 300 m² se situent au hameau de Puy-Grimaud. Cette surface correspond à des secteurs situés en continuité directe de l'existant.
- 9 100 m² se situent au hameau des Combes. Cette surface correspond à des secteurs situés dans le hameau.

Aucun de ces secteurs représentent une valeur agricole importante pour les exploitants de la commune. Leur situation dans les hameaux ou en continuité directe avec l'existant permet de limiter les déplacements et la création de voirie. De plus, le règlement affirme des règles strictes en matière d'implantation des constructions et d'aspect extérieur.





4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	oui	non	Si oui, lequel(les) ?
Zone Natura 2000 ?		x	Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?	x		La commune est concernée par l'Inventaire des ZICO RA07 Haut Plateaux du Vercors. Il s'agit d'une zone de montagne avec des falaises calcaires abruptes, des forêts de résineux et de feuillus, des landes et des cultures. On retrouve parmi les nicheurs la Bonbrée apivore, le Circaète Jean-le-Blanc, l'Aigle royal, le Faucon pèlerin, le Tétraz Lyre, le Grand-duc d'Europe, la Chevêchette, d'Europe, la Chouette de Tengmalm, le Pic noir, le Crave à bec rouge et le Venturon montagnard.
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?	x		La commune de Château-Bernard appartient au PNR du Vercors.
Zone naturelle d'intérêt écologigique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ?	x		<p>La commune de Château-Bernard est couverte par 2 ZNIEFF de type I et 1 ZNIEFF de type II.</p> <p>Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)</p> 
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCOT, DTA...) ?		x	
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?		x	

4.3. Paysage, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	oui	non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
- éléments majeurs du patrimoine bâti (Monuments Historiques ; zone de présomption de prescription archéologique...)?		x	
- site classé ?		x	
- site inscrit ?		x	
- zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ?		x	
- plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
- directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		x	
- perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		x	Aucune perspective paysagère n'est identifiée. Le PLU de Château-Bernard intègre cependant les orientations définies dans le plan paysager du Trièves et notamment la préservation des cônes de vue sur le grand paysage.

4.4. Ressource en eau																																															
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	oui	non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?																																												
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	x		- Captage de Pourcy - Captage d'Ernadant - Captage de Combe Chorier - Captage de Cote Vialin - Captage de Puy-Grimaud Aucun projet n'est prévu dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones dans la procédure d'urbanisme en cours.																																												
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x																																													
Des captages repérés par un SDAGE ou un SAGE ?		x																																													
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	x		Les ressources en eau sont suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs.																																												
Y-at-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x																																													
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x																																													
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		<p>On retrouve deux stations d'épuration sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - STEP La Chapelle mise en service en 1994. De type lit bactérien, elle a une capacité de 900 EH - STEP La Combe mise en service en avril 2013. De type filtre planté de roseaux a une capacité de 80 EH. <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Secteur de la station lit bactérien</th> <th>Secteur de la station filtre planté de roseaux</th> <th>Données regroupant les deux stations</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Nombre d'abonnés à l'eau potable</td> <td>194 dont 4 abonnés commune du Gua</td> <td>20</td> <td>214</td> </tr> <tr> <td>Volume annuel d'eau potable facturé</td> <td>10 500 m3</td> <td>2 994 m3</td> <td>15 272 m³</td> </tr> <tr> <td>Volume annuel d'eau usées facturé</td> <td>9 716 m3</td> <td>1 389 m3</td> <td>11 105 m3</td> </tr> <tr> <td>Nombre d'abonnés à l'assainissement non collectif</td> <td></td> <td></td> <td>37</td> </tr> </tbody> </table> <p>La commune développe des activités touristiques avec une station de sports d'hiver et d'été au Col de l'Arzelier. La station d'épuration a été dimensionnée pour traiter des charges de pollution variables de pleine et basse saison.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Débit</th> <th>Pleine saison</th> <th>Basse saison</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Volume journalier (m3/j)</td> <td>186</td> <td>51</td> </tr> <tr> <td>Pointe de temps sec (m3/h)</td> <td>24</td> <td>4</td> </tr> <tr> <td>Débit moyen sur 16h (m3/h)</td> <td>11</td> <td>2,4</td> </tr> <tr> <td>DB05 (kg/j)</td> <td>54</td> <td>5,4</td> </tr> <tr> <td>DCO (kg/j)</td> <td>120</td> <td>12</td> </tr> <tr> <td>MES (kg/j)</td> <td>70</td> <td>7</td> </tr> <tr> <td>Azote total (kg/j)</td> <td>15</td> <td>1,5</td> </tr> </tbody> </table>		Secteur de la station lit bactérien	Secteur de la station filtre planté de roseaux	Données regroupant les deux stations	Nombre d'abonnés à l'eau potable	194 dont 4 abonnés commune du Gua	20	214	Volume annuel d'eau potable facturé	10 500 m3	2 994 m3	15 272 m ³	Volume annuel d'eau usées facturé	9 716 m3	1 389 m3	11 105 m3	Nombre d'abonnés à l'assainissement non collectif			37	Débit	Pleine saison	Basse saison	Volume journalier (m3/j)	186	51	Pointe de temps sec (m3/h)	24	4	Débit moyen sur 16h (m3/h)	11	2,4	DB05 (kg/j)	54	5,4	DCO (kg/j)	120	12	MES (kg/j)	70	7	Azote total (kg/j)	15	1,5
	Secteur de la station lit bactérien	Secteur de la station filtre planté de roseaux	Données regroupant les deux stations																																												
Nombre d'abonnés à l'eau potable	194 dont 4 abonnés commune du Gua	20	214																																												
Volume annuel d'eau potable facturé	10 500 m3	2 994 m3	15 272 m ³																																												
Volume annuel d'eau usées facturé	9 716 m3	1 389 m3	11 105 m3																																												
Nombre d'abonnés à l'assainissement non collectif			37																																												
Débit	Pleine saison	Basse saison																																													
Volume journalier (m3/j)	186	51																																													
Pointe de temps sec (m3/h)	24	4																																													
Débit moyen sur 16h (m3/h)	11	2,4																																													
DB05 (kg/j)	54	5,4																																													
DCO (kg/j)	120	12																																													
MES (kg/j)	70	7																																													
Azote total (kg/j)	15	1,5																																													

	x	<p>Le recensement INSEE au 1er janvier 2013 fait état de 302 habitants.</p> <p><u>Estimation par les volumes</u> : 10 500 m3 ont été facturés aux usagers à l'assainissement en 2014-2015, soit 10500 m3/365 jours = 28,76 m3/j.</p> <p><u>Estimation par les abonnés et le nombre d'habitants par abonné</u> : sur ce secteur montagnard et touristique, le logement secondaire est très important avec plus de 65% de logements. La commune compte 133 résidences principales, avec un nombre moyen d'occupants par résidence principale de 2,1. 2,1 habitants par ménage * 137 abonnés à l'assainissement = 288 EH raccordés à la station. Connaissant la proportion de résidences secondaires (65%), on peut penser que la charge de pollution reçue à la station issue des résidences principales (35%) est moins importante. Par calcul on a 288EH * 35% = 100 EH reçus à la station le jour du bilan.</p> <p>D'après le nombre d'usagers raccordés, la station d'épuration présente les ratios suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour le fonctionnement hydraulique : 28,76 m3/j pour un maximum de 186 m3/j, soit 15% de sa charge hydraulique,- pour le fonctionnement biologique : 288 EH/j pour un maximum de 900EH/jour, soit 32 % de sa charge organique. <p>Le jour du bilan, il a été enregistré en 24 heures un débit :</p> <ul style="list-style-type: none">- en entrée : 100,2 m3- en sortie : 101,87 m3 <p>En ce qui concerne la charge en entrée, les résultats d'analyses montrent que la charge organique reçue est très faible et correspond à 7% de la capacité nominale de la station. Cela représente une charge de 58 EH. Ces valeurs ne sont pas représentatives de ce qui était attendu d'après le calcul du rôle des eaux (288EH). Comme l'an passé, l'ammonium caractérisant les urines indique un nombre d'usagers beaucoup plus important, 150 EH qui est plus représentatif des usagers raccordés. Ainsi, en considérant ce paramètre, la charge organique correspondrait à 16% de la capacité nominale de la station, ce qui est proche de données issues du rôle des eaux et des usagers permanents.</p> <p>Pour la charge de pollution rejetée en sortie, les rendements sont moyens. Il semble que le sprinkler soit le seul responsable de ce mauvais traitement. Les agents contrôlent son fonctionnement mais il s'arrête une fois sur deux. Il paraît indispensable de le changer.</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Entrée</th><th>Sortie</th><th>Seuil max</th></tr><tr><td>DB05 (kg/j)</td><td>35</td><td>10</td><td>40</td></tr><tr><td>DCO (kg/j)</td><td>174</td><td>103</td><td>120</td></tr><tr><td>MES (kg/j)</td><td>39</td><td>18</td><td>30</td></tr><tr><td>NK (mg/l)</td><td>18</td><td>12</td><td></td></tr><tr><td>NO3 (mg/l)</td><td></td><td>4</td><td></td></tr></table>	Paramètres	Entrée	Sortie	Seuil max	DB05 (kg/j)	35	10	40	DCO (kg/j)	174	103	120	MES (kg/j)	39	18	30	NK (mg/l)	18	12		NO3 (mg/l)		4	
Paramètres	Entrée	Sortie	Seuil max																							
DB05 (kg/j)	35	10	40																							
DCO (kg/j)	174	103	120																							
MES (kg/j)	39	18	30																							
NK (mg/l)	18	12																								
NO3 (mg/l)		4																								

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	oui	non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
- sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		x	
- anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?		x	
- carrière et/ou projet de création ou d'extension de carrières ?		x	
- projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire?		x	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	oui	non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
- risques ou aléas naturels (inondations, mouvements de terrain, avalanche, feu de forêts...) industriel, technologiques, miniers connus ?	x		La commune est marquée par plusieurs risques naturels (carte valant R.111-3) : glissements de terrains, chutes de pierres, éboulements, zones de décrochements, zones d'inondation, couloirs d'avalanches, coulées torrentielles. Ces derniers n'impactent pas les enveloppes bâties principales.
- plans de prévention des risques (naturels, technologiques, miniers) approuvés ou en cours d'élaborations		x	
- nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		x	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	oui	non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	
Enjeux spécifiques relevés par le SRCAE ?		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

V. Eléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)

--

VI. Pièces annexes

Pour les élaborations ou révisions de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : projet de PADD débattu par le Conseil Municipal ou l'organe délibération de l'EPCI	x
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	x
	Première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	x
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	x